

N° 2451.

ESTONIE ET SUÈDE

Convention d'extradition des malfaiteurs et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Stockholm, le 20 janvier 1930.

ESTONIA AND SWEDEN

Convention regarding the Extradition of Criminals and Legal Cooperation in Criminal Matters. Signed at Stockholm, January 20 1930.

N^o 2451. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION DES MALFAITEURS ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE, ENTRE L'ESTONIE ET LA SUÈDE. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 20 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 septembre 1930.

LE CHEF D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ont résolu de conclure une convention d'extradition des malfaiteurs et d'assistance judiciaire en matière pénale et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE CHEF D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. le D^r Friedrich AKEL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Stockholm ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. le D^r Ernst TRYGGER, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Etats contractants s'engagent à se livrer réciproquement, dans les conditions déterminées par la présente convention, les individus condamnés ou poursuivis dans le territoire de l'un d'eux à raison d'une des infractions énumérées à l'article 2 ci-après et qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat.

Article 2.

Paragraphe premier. — L'extradition sera accordée à raison d'un des faits ci-après énumérés, lorsqu'il constitue une infraction pouvant entraîner, d'après les lois estoniennes, une peine d'un an d'emprisonnement au moins, et aux termes du Code pénal suédois ou de la loi maritime suédoise, la peine de la réclusion, à savoir :

1^o Contrefaçon ou altération de monnaie ou de billets de banque ; fabrication ou acquisition dans une intention frauduleuse d'outils ou instruments destinés à servir à une

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 13 août 1930.
Entrée en vigueur le 2 septembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION

No. 2451. — CONVENTION ² BETWEEN ESTONIA AND SWEDEN REGARDING THE EXTRADITION OF CRIMINALS AND LEGAL COOPERATION IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT STOCKHOLM, JANUARY 20, 1930.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 2, 1930.

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN have decided to conclude a Convention regarding the extradition of criminals and legal cooperation in criminal matters and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

Dr. Friedrich AKEL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic at Stockholm ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Dr. Ernst TRYGGER, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles.

Article 1.

Each Contracting State undertakes to surrender to the other, under the conditions defined in the present Convention, persons who have been convicted or are being proceeded against in the territory of one of them in respect of any of the offences enumerated in Article 2 hereunder, and who shall be found within the territory of the other State.

Article 2.

Paragraph 1. — Extradition shall be granted in respect of any of the following acts, when such act constitutes an offence punishable under Estonian law with at least a year's imprisonment, and under the Swedish Penal Code or Swedish maritime law, by imprisonment with hard labour :

(1) Counterfeiting or altering coinage or bank-notes ; manufacture or acquisition with fraudulent intent of implements or instruments to be used for such counterfeiting or

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, August 13, 1930. Came into force on September 2, 1930.

telle contrefaçon ou altération ; émission ou mise en circulation de fausse monnaie ou de billets de banque contrefaits ou falsifiés.

2° Falsification de titres publics ou privés, usage illicite de titres falsifiés ; destruction, déplacement ou établissement frauduleux de bornes ;

3° Contrefaçon de sceaux, marques, poinçons et timbres publics ; fabrication ou acquisition dans une intention frauduleuse d'outils ou instruments destinés à servir à une telle contrefaçon ; usage de sceaux, marques, poinçons et timbres contrefaits ou altérés ;

4° Faux serment ;

5° Assassinat (infanticide et parricide y compris), meurtre ;

6° Avortement volontaire provoqué par une personne autre que la femme enceinte.

7° Exposition ou délaisement d'un enfant ou de toute autre personne hors d'état de se protéger elle-même ;

8° Empoisonnement de marchandises, mise en circulation de marchandises nuisibles à la santé des hommes ou des animaux ;

9° Propagation de maladies contagieuses et dangereuses des hommes ou des animaux, infraction aux prescriptions destinées à prévenir ou à combattre les épizooties ; transmission avec préméditation ou par suite de négligence grave d'une maladie vénérienne ;

10° Sévices ayant occasionné soit la mort sans intention de la donner, soit une maladie ou lésion corporelle grave ;

11° Détention ou séquestration illégale d'autrui ;

12° Enlèvement d'enfants âgés de moins de quinze ans ;

13° Supposition ou substitution d'enfants ;

14° Attentat à la liberté individuelle commis avec violence ou menaces pour contraindre une personne à faire ou à tolérer un acte, ou à s'en abstenir.

15° Viol ;

16° Commerce charnel, soit avec une personne aliénée, ou se trouvant en état de délire, de sommeil ou d'évanouissement, soit avec un mineur de moins de quatorze ans ou avec une personne soumise à l'autorité de l'inculpé ;

17° Proxénétisme, prostitution ou corruption de mineurs facilitée ou favorisée par les parents ou par toute autre personne chargée de leur surveillance ;

18° Inceste ;

19° Bigamie ;

20° Dénonciation ou plainte calomnieuse ;

21° Vol avec ou sans violences, effraction, recel ;

22° Escroquerie ; détournement ; abus de confiance ;

23° Incendie ; acte volontaire provoquant une inondation, une explosion, ou une avarie ; destruction volontaire d'une construction publique ;

24° Fabrication ou détention illicite de substances explosibles ;

25° Instigation ou conduite de mutinerie, violences contre des personnes ou sur des biens en cas de mutinerie ;

26° Violences ou menaces d'un marin contre le capitaine du navire ou tout autre supérieur dans l'exercice de ses fonctions, soit pour le contraindre à prendre une mesure de service ou l'en empêcher, soit pour se venger d'une mesure prise ;

alteration ; uttering or bringing into circulation of false coinage or counterfeited or forged bank notes.

(2) Forgery of public or private securities, illegal uttering of forged securities ; destruction, removal or displacement of landmarks.

(3) Counterfeiting of public seals, marks, dies or stamps ; manufacture or acquisition with fraudulent intent of implements or instruments to be used for such counterfeiting ; use of seals, marks, dies or stamps which have been counterfeited or tampered with.

(4) Perjury.

(5) Wilful homicide with premeditation (including infanticide and parricide), wilful murder.

(6) Wilful abortion brought about by some person other than the woman herself.

(7) Exposure or abandonment of a child or other person unable to protect himself.

(8) Poisoning of goods, putting on the market articles injurious to the health of human beings or animals.

(9) Propagation of infectious and dangerous diseases of human beings or animals, breaches of the regulations promulgated to prevent or combat epizootic diseases ; malicious transmission, or transmission by gross negligence, of a venereal disease.

(10) Ill-treatment resulting in death (without intent to kill), or a disease, or grievous bodily harm.

(11) Illegal detention or confinement of another.

(12) Abduction of children under fifteen years of age.

(13) Substitution of children, false allegation of parenthood.

(14) Attempt to deprive a person of his liberty committed with violence or threats, with a view to compelling him to do, tolerate or refrain from an action.

(15) Rape.

(16) Sexual intercourse with a demented, delirious, sleeping or unconscious person, or with a minor under fourteen years of age, or a person under the authority of the culprit.

(17) Procuration, prostitution or corruption of minors aided or abetted by parents or any other person under whose authority the minors have been placed.

(18) Incest.

(19) Bigamy.

(20) Slanderous accusation.

(21) Theft with or without violence, house breaking, receiving of stolen goods.

(22) Swindling, embezzlement, breach of trust.

(23) Arson ; a malicious act causing a fire, an explosion or other damage ; the malicious destruction of a public building.

(24) Illegal manufacture or possession of explosive substances.

(25) Mutiny or instigation to the same, violence towards persons or interference with property during a mutiny.

(26) Violence committed or threats uttered by a sailor against the captain of the vessel or any other superior officer in the exercise of his duty, either for the purpose of compelling him to take some action in connection with his duty, or preventing him from so doing, or of avenging himself for some measure taken.

27° Falsification de journal de bord ou de journal de la machine ;

28° Abandon de navire par le capitaine.

Paragraphe 2. — L'extradition sera accordée même dans le cas où le fait visé par la demande d'extradition constitue une infraction ne pouvant être passible d'une peine aussi forte que celle visée au paragraphe premier que lorsqu'elle est accompagnée de circonstances aggravantes et même si celles-ci n'ont pas été établies ;

L'extradition sera accordée aussi pour tentative ou complicité (instigation, aide et assistance) d'une des infractions susvisées, pourvu que cette tentative ou cette complicité puisse être punissable d'une peine aussi forte que celle prévue au paragraphe premier.

L'extradition pourra être réclamée aussi quand elle vise des individus condamnés ou poursuivis à raison d'infractions punissables d'après les lois pénales militaires, lorsque ces infractions sont de telle nature que, commises par des individus non soumis auxdites lois, elles seraient, en vertu du présent article, de nature à motiver l'extradition.

La liste des infractions pouvant donner lieu à l'extradition pourra être complétée en tout temps par arrangement conclu entre les gouvernements des Etats contractants et les dispositions de la présente convention s'appliqueront aux infractions ajoutées à ladite liste comme si celle-ci y avaient été énumérées.

Article 3.

Paragraphe premier. — L'extradition ne pourra être réclamée pour des infractions politiques. Toutefois, lorsque le fait pour lequel elle est demandée comprend aussi une infraction de nature non politique, elle pourra être accordée, pourvu que, eu égard aux circonstances du cas particulier, l'infraction soit à considérer comme ayant essentiellement un caractère non politique.

En aucun cas, l'assassinat, la tentative d'assassinat ou le meurtre d'un chef d'Etat ou d'un membre de la famille d'un souverain ne sera réputé infraction politique.

Paragraphe 2. — L'extradition des individus condamnés ou poursuivis à raison d'une infraction commise contre une autorité publique ne pourra être réclamée que dans le cas où le fait délictueux est connexe à une autre infraction qui, aux termes de l'article 2, soit de nature à la motiver.

Paragraphe 3. — L'extradition n'aura pas lieu à raison d'un fait constituant, d'après les lois de l'Etat requis, une infraction aux dispositions des lois spéciales sur la liberté de la presse.

Paragraphe 4. — Il appartiendra à l'Etat saisi de la demande d'extradition de décider si une infraction est à considérer, d'après les dispositions du présent article, comme étant de nature à motiver le refus de l'extradition.

Article 4.

En aucun cas, les Etats contractants ne se livreront réciproquement leurs propres nationaux.

L'extradition n'aura pas lieu pour une infraction commise sur le territoire de l'Etat requis ou à bord d'un navire de sa nationalité. Toutefois, l'extradition d'un individu condamné ou poursuivi à raison de complicité d'une infraction commise hors du territoire de l'Etat requis et non à bord d'un navire de sa nationalité sera accordée, même si l'acte de complicité doit être réputé commis sur le territoire de cet Etat ou à bord d'un navire de sa nationalité.

Si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a été commise hors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition ne sera accordée que dans le cas où la législation de l'Etat requis permet, dans des circonstances analogues, la poursuite en justice d'une infraction de l'espèce commise hors de son territoire.

Article 5.

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Lorsque la poursuite ou la peine est prescrite d'après les lois en vigueur dans le territoire de la Partie requise, ou d'après les lois de l'Etat où l'infraction a été commise,

(27) Making false entries in the log-book of a vessel or machine.

(28) Abandonment of a ship by the captain.

Paragraph 2. — Extradition shall be granted even if the act mentioned in the requisition for extradition constitutes an offence which is punishable with as severe a penalty as that specified in paragraph 1 only when accompanied by aggravating circumstances and even if such circumstances have not been proved.

Extradition shall also be granted for attempts to commit one of the offences enumerated above, or for complicity therein (incitement, aiding or abetting) provided that such attempts or complicity is punishable with as severe a penalty as that specified in paragraph 1.

Extradition may also be claimed when the persons in question have been convicted or are being proceeded against for offences punishable under military law, when these offences are such as would, when committed by persons not subject to military law, be sufficient under the present Article to justify extradition.

The list of offences in respect of which extradition may be granted may at any time be supplemented by arrangement between the Governments of the contracting States, and the provisions of the present Convention shall apply to the offences added to the list as if they were contained in the original list.

Article 3.

Paragraph 1. Extradition may not be claimed in respect of political offences. Nevertheless, when the act in respect of which extradition is claimed includes a non-political offence, extradition may be granted, provided that, having regard to the circumstances of the particular case, the offence is to be considered as essentially of a non-political character.

In no case shall the assassination, attempted assassination or murder of a Head of State or a member of a Sovereign's family be regarded as a political offence.

Paragraph 2. The surrender of persons who have been convicted or are being proceeded against for an offence committed against a public authority may not be claimed unless the offence is connected with another offence for which extradition may be claimed under Article 2.

Paragraph 3. Extradition may not be granted for an act constituting under the laws of the State applied to an offence against the provisions of special laws relating to the freedom of the press.

Paragraph 4. The State applied to shall be entitled to decide whether an offence is such that, under the provisions of the present Article, extradition may be refused.

Article 4.

The Contracting States shall in no case surrender their own nationals.

Extradition shall not be granted for an offence committed in the territory of the State applied to or on board a vessel flying the flag of that State. Nevertheless, the surrender of a person convicted or being proceeded against for complicity in an offence committed outside the territory of the State applied to, and not on board a vessel flying its flag shall be granted, even if the act of complicity is to be regarded as having been committed in the territory of that State or on board a vessel flying its flag.

If the offence in respect of which the requisition for extradition is made was committed outside the territory of the State making application, extradition shall be granted only if the legislation of the State applied to provides in similar circumstances for proceedings in respect of an offence of the same kind committed outside its territory.

Article 5.

Extradition shall not be granted :

(1) If, under the laws in force in the territory of the Party to which application is made or of the State where the offence was committed, exemption from prosecution or

avant que l'inculpé ait été arrêté ou assigné à l'interrogatoire ou lorsqu'il est impossible de le poursuivre ou exécuter la condamnation pour d'autres motifs légaux ;

2° Lorsque l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis pour la même infraction ou lorsqu'il a déjà été mis hors de cause ou amnistié, condamné ou acquitté pour le même fait.

Article 6.

Si l'individu réclamé a été condamné par un jugement définitif dans l'Etat requis, pour une infraction autre que celle pour laquelle il est réclamé, son extradition n'aura pas lieu avant qu'il ait entièrement subi sa peine. En cas de raisons très spéciales, l'Etat requérant pourra toutefois réclamer son extradition provisoire en vue de procéder à l'instruction de son procès, à charge de s'engager à le livrer immédiatement de nouveau, dès qu'un jugement définitif aura été rendu, à l'autorité compétente de l'Etat qui l'aura extradé.

Si l'individu réclamé est poursuivi dans l'Etat requis pour une autre infraction, il appartiendra à cet Etat de décider si son extradition aura lieu avant que l'action intentée contre lui ait abouti à une sentence définitive.

Article 7.

Nul ne pourra, après avoir été livré par l'un des Etats contractants à l'autre, ni être poursuivi ou puni sur le territoire de celui-ci pour un fait commis avant son extradition et autre que celui pour lequel l'extradition a eu lieu, ni, sauf dans le cas prévu à l'article 9, alinéa deuxième, être livré à un Etat tiers, à moins que l'Etat qui l'a extradé n'en donne l'autorisation conformément aux dispositions de l'article 13, ou que l'individu extradé n'y ait consenti librement et publiquement, soit par devant un tribunal, soit sous une autre forme, ou encore, à moins que, après avoir été définitivement acquitté ou remis en liberté à l'expiration de sa peine, il n'ait négligé de quitter le pays dans le délai d'un mois, bien qu'il n'y eût pas d'empêchement à son départ, ou n'y soit revenu après l'avoir quitté.

Durant le délai d'un mois stipulé à l'alinéa précédent, et à moins que l'individu extradé ne se rende coupable d'une nouvelle infraction, aucun empêchement ne devra être mis à sa sortie du pays.

L'individu extradé ne pourra être traduit, pour l'infraction ayant motivé son extradition, par devant un tribunal auquel la compétence nécessaire pour connaître des affaires de l'espèce n'aurait été attribuée qu'en vue de ce cas particulier ou de circonstances exceptionnelles et spéciales.

Quand l'extradition est accordée pour une infraction aux lois pénales militaires ou pour une infraction commise contre une autorité publique, il pourra être stipulé que l'individu livré ne sera puni pour ladite infraction que dans la mesure où elle est de nature à motiver son extradition. Si l'extradition est accordée en vertu de l'article 3, premier alinéa, pour une infraction ayant un caractère essentiellement non politique, il pourra être stipulé que l'individu livré ne sera pas puni pour l'acte visé comme pour une infraction de nature politique.

Si l'individu réclamé a été condamné à mort dans l'Etat requérant ou si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est passible, d'après les lois de cet Etat, de la peine de mort, il pourra, en outre, être stipulé que cette peine ne sera pas exécutée.

Article 8.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique. Elle devra indiquer la nationalité de l'individu réclamé et être accompagnée, en original ou en expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation rendu par un tribunal, soit d'un mandat d'arrêt émané d'un tribunal ou de toute autre autorité compétente, et désignant exactement la nature de l'infraction ainsi que la date et le lieu où celle-ci a été commise. Le texte des dispositions pénales en vigueur dans l'Etat réclamant

punishment had been acquired by lapse of time before the culprit was arrested or interrogated, or if it is impossible to take proceedings against him or give effect to the sentence for any other legal reason.

(2) If the person claimed has been proceeded against in the country applied to for the same offence or has already been granted remission of sentence, or has been pardoned, convicted or acquitted for the same offence, or if the case has been dismissed.

Article 6.

If the person claimed has been convicted by a final sentence of a court in the State applied to for an offence other than that for which extradition is demanded he shall not be surrendered until he has served his full sentence. For very special reasons, however, the State making application may demand his provisional extradition with a view to opening proceedings against him, provided it undertakes to hand him over again, as soon as a final judgment has been given, to the competent authority of the State which has surrendered him.

If the person claimed is being proceeded against in the State applied to for another offence, it shall be for that State to decide whether he shall be surrendered before final judgment has been given concerning him.

Article 7.

No person who has been surrendered by one of the Contracting States to the other may be either proceeded against or punished in the territory of the latter for any offence committed prior to his extradition other than that for which he was surrendered, nor, except in the case provided for in Article 9, paragraph 2, may he be surrendered to a third State, unless the State which has surrendered him gives its special authorisation provided for under Article 13, or unless the person surrendered has freely and publicly consented thereto before a Court or in any other way, or unless, having been finally acquitted or set at liberty on the expiration of his sentence, he has not left the country within a period of one month, though entirely free to do so, or unless, having left the country, he returns thither.

During the period of one month specified in the previous paragraph, the person surrendered shall in no way be prevented from leaving the country unless he commits a further offence.

The person surrendered may not be proceeded against for the offence for which he has been surrendered in a Court which is declared competent to try cases of the kind referred to solely in view of this particular case, or in exceptional and special circumstances.

When extradition is granted for an offence against military law or for an offence committed against a public authority, it may be made a condition that the person surrendered shall only be punished for the said offence in so far as it is of such a nature as to justify his extradition. If extradition is granted in virtue of Article 3, paragraph 1, for an offence of an essentially non-political character, it may be stipulated that the person surrendered shall not be punished for the offence in question as for an offence of a political nature.

If the person claimed has been condemned to death in the State making application, or if the offence in respect of which his extradition is claimed is punishable under the laws of that State with death, it may further be stipulated that such penalty shall not be carried out.

Article 8.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel. It must state the nationality of the person claimed and must be accompanied by the original or a certified copy, either of a sentence of condemnation or of a warrant of arrest issued by a Court or other competent authority, stating the exact nature of the offence, and the date when and the place where it was committed. It must also be accompanied by a copy of such penal provisions in force in the State

et applicables à l'infraction et, autant que possible, le signalement de l'individu réclamé et sa photographie seront annexés à la demande d'extradition.

Si les pièces transmises sont incomplètes ou qu'un supplément d'information soit jugé nécessaire, l'Etat réclamant pourra être invité à fournir ce qui ferait défaut.

En aucun cas, l'Etat réclamant ne pourra être tenu à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.

Article 9.

Si l'individu dont l'extradition est demandée, en vertu des dispositions de la présente convention, par l'un des Etats contractants, est réclamé aussi par un ou plusieurs autres Etats, il appartiendra à l'Etat requis de décider auquel des Etats requérants, il sera livré.

Si, dans le cas prévu ci-dessus, les demandes d'extradition visent des infractions différentes, l'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, stipuler que l'individu réclamé sera, à l'expiration de sa peine, livré à un autre Etat.

Article 10.

En attendant la demande régulière d'extradition d'un individu, celui-ci pourra être arrêté provisoirement.

La demande d'arrestation sera faite par la voie diplomatique. Toutefois, en cas d'urgence et notamment s'il y a lieu de craindre la fuite dudit individu, les autorités suivantes pourront, par la poste ou par le télégraphe, adresser directement cette demande les unes aux autres, à savoir, en Estonie : les préfets de police (*politsei prefektid*) et les commissaires de police criminelle (*kriminaalkomissariid*) et en Suède : la préfecture de Stockholm (*överståthållareämbetet*), les administrations provinciales (*länsstyrelse*), les chefs de police provinciaux (*landsfogde*), les bourgemestres (*borgmästare*), et les chefs de police de ville (*polisvästare*).

La demande indiquera l'infraction dont l'individu qu'elle vise est inculpé, la date et le lieu où elle a été commise et autant que possible la nationalité dudit individu et son signalement et donnera avis de l'existence d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt conforme aux dispositions de l'article 8. Il y sera notifié, en outre, qu'une demande régulière d'extradition dudit individu sera faite ultérieurement.

Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes pourront procéder, même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu découvert sur leur territoire et signalé par les autorités de l'autre Partie.

La date et le lieu de l'arrestation provisoire seront, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères de l'Etat requis, communiqués au représentant diplomatique de l'Etat requérant. Si, dans un délai de quatre semaines à compter du jour où celui-ci aura reçu cet avis, l'Etat requérant n'adresse pas à l'autre Etat une demande régulière d'extradition du détenu, celui-ci pourra être remis en liberté.

Article 11.

Si l'extradition a été accordée, l'Etat requérant sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans un délai de trois semaines à compter du jour où son représentant diplomatique auprès du gouvernement de l'Etat requis aura reçu l'avis constatant que l'extradition peut être effectuée immédiatement. Passé ce délai, ledit individu pourra être mis en liberté.

Article 12.

Lorsqu'un individu aura été arrêté conformément aux dispositions de la présente convention, tous les objets en sa possession lors de son arrestation, qui pourraient servir de preuve pour la

making the requisition as are applicable to the offence, and whenever possible, by a description of the person claimed, and his photograph.

If the documents communicated are incomplete, or if further information is considered necessary, the State making the application may be asked to supply what is lacking.

A State making application shall in no case be required to produce proof of the guilt of the person claimed.

Article 9.

If a person whose extradition is applied for by one of the Contracting States under the terms of the present Convention is also claimed by one or more other States, the State applied to shall decide to which of the States making application he shall be surrendered.

If in such a case the requisitions for extradition are in respect of different offences, the State applied to may, when granting extradition, attach thereto the condition that the person claimed shall, on the expiration of his sentence, be surrendered to another State.

Article 10.

Pending the formal requisition for extradition, the person concerned may be arrested provisionally.

An application for arrest shall be made through the diplomatic channel. In urgent cases, however, and particularly if there is reason to apprehend the flight of the person concerned, the following authorities may forward this application direct to each other by letter or telegram: in Estonia, the police prefects (*politsei prefektid*) and the Commissioners of the Criminal Investigation Department (*Kriminaalkomissarid*), and in Sweden, the Stockholm Prefecture (*överstathallareämbetet*), the provisional administrations (*länsstyrelse*), the provincial chiefs of police (*landsfogde*), the mayors (*borgmästare*) and the chiefs of police of towns (*polisvästare*).

The application shall indicate the offence of which the person in question is accused, the date when and the place where it was committed and whenever possible, his nationality and description. It shall further mention in any sentence passed on, or warrant of arrest issued against, the person concerned in accordance with Article 8. It must further state that a formal requisition for his extradition will be presented later.

The competent authorities of either Contracting Party may, even in the absence of such notice, provisionally arrest any person found in their territory and reported by the authorities of the other Party.

The date and place of the provisional arrest shall be communicated to the diplomatic representative of the State making application through the Ministry of Foreign Affairs of the State applied to. If, within a period of four weeks from the date on which the State making application receives such notice, it fails to present to the other State a formal requisition for the extradition of the person under detention, the latter may be set at liberty.

Article 11.

If extradition is granted, the State making application shall be bound to arrange for the surrender of the person claimed within three weeks from the date on which its diplomatic representative accredited to the Government of the State applied to received notification that extradition might be immediately effected. After the expiration of this period the person concerned may be set at liberty.

Article 12.

When a person has been arrested under the terms of the present Convention, any effects in his possession at the time of his arrest, which may serve as evidence of the offence or the production of

constatation de l'infraction ou dont la remise pourrait être réclamée par la partie lésée, seront saisis, et, si l'extradition est accordée, délivrés aux autorités de l'Etat réclamant.

L'Etat requis pourra faire, relativement à ces objets, toutes les réserves qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder les droits des tiers.

Article 13.

Si, nonobstant les conditions visées à l'article 7, l'un des Etats contractants désire poursuivre un individu qui lui a été livré, à raison d'une infraction autre que celle pour laquelle il a été extradé et commise antérieurement à son extradition, ou le livrer à un Etat tiers, il devra en demander l'autorisation par la voie diplomatique. Cette demande indiquera la nature de l'infraction, ainsi que la date et le lieu où celle-ci a été commise, ou sera accompagnée de pièces fournissant lesdites indications. Si la demande a pour objet la mise en accusation de l'individu extradé et qu'elle vise une infraction pour laquelle, aux termes des dispositions de la présente convention, l'extradition ne puisse être refusée, l'autorisation sera accordée.

Article 14.

Lorsqu'un individu est livré par un Etat tiers à l'un des Etats contractants et qu'il soit nécessaire de le faire passer par le territoire de l'autre Etat contractant, celui-ci ne pourra, à moins qu'il ne s'agisse d'un de ses nationaux, s'opposer au passage. La demande de passage sera faite par la voie diplomatique et accompagnée, soit de l'arrêté d'extradition en original ou en expédition authentique, soit d'un document énonçant un jugement ou mandat conforme aux dispositions de l'article 8. Le passage aura lieu sous escorte d'un agent au service de l'Etat sur le territoire duquel il s'effectue.

Article 15.

Si, dans la poursuite d'une infraction non politique, une autorité judiciaire de l'un des Etats contractants juge nécessaire l'audition de témoins séjournant sur le territoire de l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction à effectuer sur ledit territoire, la demande en sera faite par écrit et par la voie diplomatique et il y sera donné suite dans la mesure où le permet la législation de l'Etat requis. L'exécution de la commission rogatoire pourra être refusée dans le cas où l'instruction aurait pour objet un fait non punissable dans l'Etat requis.

L'Etat requérant sera, s'il le demande et autant que possible, avisé à l'avance en temps utile de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée.

Article 16.

Si, dans la poursuite d'une infraction non politique instruite dans l'un des Etats contractants, la production d'objets et de documents propres à servir de pièces à conviction et se trouvant entre les mains des autorités de l'autre Etat est jugée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et il y sera donné suite, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent dans un cas déterminé, et sauf le droit pour l'Etat requis de mettre pour condition à ladite production l'obligation de restituer les objets ou documents susvisés.

Article 17.

Les frais occasionnés par l'exécution des mesures prévues par la présente convention, resteront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel ces mesures auront été prises, à l'exception des frais du passage à travers le territoire de l'une des Parties contractantes visé à l'article 14.

which may be claimed by the party prejudiced, shall be seized, and if extradition is granted, handed over to the authorities of the State applying for extradition.

The State to which application is made may impose any conditions which it considers necessary with regard to such effects in order to safeguard the rights of third parties.

Article 13.

If, notwithstanding the conditions specified in Article 7, one of the Contracting States desires to prosecute a person who has been surrendered to it in respect of an offence other than that for which he has been surrendered and committed prior to his extradition, or to hand him over to a third State, it must ask for authorisation through the diplomatic channel. Such application shall indicate the nature of the offence, the date when and the place where it was committed, or be accompanied by documents containing these particulars. If the object of the application is to bring the person surrendered to trial and if the offence is such that under the terms of the present Convention extradition cannot be refused, authorisation shall be granted.

Article 14.

If a person is to be surrendered by a third State to one of the Contracting States and if he has to be conveyed through the territory of the other Contracting State, the latter shall not refuse to allow him to pass through its territory provided he is not one of its nationals. Application for the passage of such persons shall be made through the diplomatic channel and be accompanied either by the original or a certified copy of the extradition warrant or by the document containing the sentence of warrant in conformity with the terms of Article 8. Such persons shall be conveyed under the escort of an official in the service of the State whose territory is being crossed.

Article 15.

If, in the case of a prosecution for an offence of a non-political character, a judicial authority of one of the Contracting States considers it necessary to take the evidence of witnesses residing in the territory of the other State, or to carry out any other investigation there, a request to that effect shall be made in writing through the diplomatic channel, and shall be complied with so far as the laws of the State applied to permit. Execution of letters of request may be refused if the preliminary hearing is in respect of an act not punishable in the State applied to.

When possible, the State making application shall, if it so desire, be given due notice in advance of the time and place at which the measure applied for will be carried out.

Article 16.

If, in the case of a prosecution for an offence of a non-political character in one of the contracting States, it is considered necessary that articles or documents in the hands of the authorities of the other State which may serve as evidence of the offence should be produced, a request for that purpose shall be made through the diplomatic channel and shall be granted unless there are other reasons to the contrary in individual cases, the State to which the request is made having the right to make the surrender of such articles or documents conditional upon their subsequent return.

Article 17.

Expenses occasioned by the measures provided for in the present Convention shall be borne by the State in whose territory the measures are taken, with the exception of the expenses incurred in the passage through the territory of one of the Contracting Parties referred to in Article 14.

Article 18.

Les documents produits dans les affaires visées par la présente convention devront être rédigés dans la langue officielle de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction authentique en cette langue.

Article 19. §

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Tallinn aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur vingt jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de sa dénonciation par l'un des Etats contractants.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Stockholm, le 20 janvier 1930.

(L. S.) Fr. AKEL.

(L. S.) Ernst TRYGGER.

Article 18.

All documents produced in the cases provided for in the present Convention shall be drawn up in the official language of the State applied to or accompanied by a certified translation in that language.

Article 19.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Tallinn as soon as possible.

It shall come into force twenty days after the exchange of ratifications, and shall remain in force until the expiration of six months from the date on which either of the contracting States denounces it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Stockholm, January 20, 1930.

(L. S.) Fr. AKEL.

(L. S.) Ernst TRYGGER.

